



**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**DÉLÉGATION CÔTE D'AZUR  
250 RUE ALBERT EINSTEIN  
06560 SOPHIA ANTIPOLIS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

**MARCHE PUBLIC PORTANT SUR LA  
REMOTORISATION DU NAVIRE DE STATION ANTEDON II**

**Procédure 2024-24**



# SOMMAIRE

<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – NATURE DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
3.1 PROCEDURE DE PASSATION .....	5
3.2 FORME DU CONTRAT .....	5
<b>ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 – MODIFICATION DU CONTRAT : CLAUSE DE RÉEXAMEN .....</b>	<b>5</b>
5.1. MODIFICATION DU GROUPEMENT D’ENTREPRISES.....	5
<b>ARTICLE 6 – DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D’EXÉCUTION .....</b>	<b>6</b>
6.1 DUREE DU CONTRAT .....	6
6.2 DELAIS D’EXECUTIONS.....	6
<b>ARTICLE 7 - REPRÉSENTATION DES PARTIES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8 – GARANTIE CONTRACTUELLE .....</b>	<b>6</b>
8.1 GENERALITES .....	6
8.2 DUREE ET CONTENU MINIMUM .....	7
<b>ARTICLE 9 – RÉSILIATION .....</b>	<b>7</b>
9.1 RESILIATION SANS FAUTE .....	7
9.2 RESILIATION POUR FAUTE.....	7
9.3 RESILIATION POUR REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	8
<b>ARTICLE 10 – PRIX DU MARCHÉ.....</b>	<b>8</b>
10.1 NATURE DU PRIX.....	8
10.2. REPARTITION DES PAIEMENTS .....	8
10.3. FORME DES PRIX .....	8
10.4. CONTENU DES PRIX.....	8
10.5. ACTUALISATION DU PRIX.....	9
<b>ARTICLE 11 – CLAUSE DE SAUVEGARDE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 12 – PÉNALITÉS .....</b>	<b>10</b>
12.1 PENALITE DE RETARD .....	10
12.2 PENALITE POUR MANQUEMENT DU TITULAIRE.....	10
<b>ARTICLE 13 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>10</b>
13.1 PRESENTATION DES FACTURES .....	10
13.2 FACTURATION ELECTRONIQUE.....	11
13.3 REGLEMENT DES INTERETS MORATOIRES .....	11
<b>ARTICLE 14 - AVANCES .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 15 - CONSTATATION DE L’EXÉCUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>12</b>
15.1 GENERALITE .....	12
15.2 COMMENCEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATIONS DES PRESTATIONS .....	12
15.3 VERIFICATION D’APTITUDE .....	12
15.4. ADMISSION, REFACTION, AJOURNEMENT OU REJET .....	12
<b>ARTICLE 16 - ACOMPTES.....</b>	<b>13</b>

<b>ARTICLE 17 - OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITÉ.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 19 – DISPOSITION GÉNÉRALES .....</b>	<b>14</b>
19.1 MESURES DE SECURITE .....	14
19.2 CERTIFICATION ET SECURITE DES PERSONNELS .....	14
19.3 MESURE DE PORTEE GENERALE .....	15
<b>ARTICLE 20 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 21 - LITIGES – DROIT APPLICABLE.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 22 – DÉROGATION AU CCAG-FCS .....</b>	<b>16</b>

**Version du 04/12/2024**

## PRÉAMBULE

Dans le présent CCAP et le CCTP :

- **CNRS** désigne centre national de la recherche scientifique,
- Le terme **titulaire** désigne l'opérateur économique qui se voit attribuer le marché,
- Le terme **marché** désigne le contrat conclu entre le CNRS et le titulaire.

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché porte sur la remotorisation du navire Antedon II pour le compte de la DT INSU.

Les prestations comprennent :

- L'acquisition,
- La livraison,
- L'installation,
- La mise en service.

Code NACRE	A11
Code CPV	42111100

## ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'Acte d'engagement (ATTRI1) dans la dernière version résultant des dernières modifications éventuelles,
- L'annexe 1 à l'acte d'engagement : annexe financière décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dans sa dernière version conservée par le CNRS,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les annexes au CCTP,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux contrats publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et modifié par l'arrêté du 29 décembre 2022,
- Le cadre de réponse technique (CRT) et ses annexes éventuelles,
- Les documents ou fiches techniques remis par le titulaire au CNRS.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du contrat. Le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance de tout texte ou réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Toute clause portée dans une documentation quelconque du titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du contrat, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## ARTICLE 3 – NATURE DU MARCHÉ

### 3.1 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

### 3.2 Forme du contrat

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire conformément à l'article R. 2112-6 2° du code de la commande publique.

## ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L. 2113-11 2° du code de la commande publique, l'acheteur peut décider de ne pas allouer un marché car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

En effet, la prestation de remotorisation comporte l'approvisionnement du système propulsif et son installation à bord du navire. Cependant, en cas d'allotissement les soumissionnaires qui répondront au lot installation ne pourront pas réaliser d'étude sur tous les moteurs proposés dans le lot approvisionnement. Ainsi, il y a un surcoût financier important de l'opération installation.

Une étude spécifique sur chaque moteur doit être réalisée par un bureau d'étude sous-traitant du chantier pour s'assurer que les critères de stabilité du navire soient bien conservés intacts avec le nouveau système propulsif. D'autre part, les chantiers installateurs auront des difficultés quant à la connaissance de la liste exhaustive des moteurs proposés par les entreprises.

Enfin, il y a le risque de se retrouver avec une offre de moteur qu'aucun chantier ne prendrait en charge pour l'installation à bord pour cause de difficulté technique.

## ARTICLE 5 – MODIFICATION DU CONTRAT : CLAUSE DE RÉEXAMEN

### 5.1. Modification du groupement d'entreprises

En cas de groupement d'entreprises, la composition dudit groupement pourra être modifiée au cours de l'exécution du marché (substitution d'un ou plusieurs cotraitants par un ou plusieurs opérateurs économiques, etc.).

La modification envisagée est soumise à l'acceptation préalable du pouvoir adjudicateur. En cas de substitution ou d'ajout d'un cotraitant, ou de reprise par l'un des autres cotraitants, le titulaire prend sa décision au vu de son aptitude à assurer la poursuite de l'exécution du marché dans les conditions contractuelles convenues. À cette fin, il produit :

- un courrier présentant les raisons de la modification, accompagné des documents justificatifs ;
- l'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent marché pour l'analyse des candidatures ;
- les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion de la commande publique définis par les articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique.

En cas d'acceptation du CNRS, une modification du contrat ou un avenant entérine la substitution de cet opérateur économique au cotraitant initial.

Il est entendu que, cette substitution n'entraîne aucune autre modification des conditions contractuelles que celles qui résultent nécessairement de cette substitution de titulaire (identité et représentants du cocontractant, coordonnées postales et bancaires). Le cotraitant substitué reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du cotraitant initial résultant du présent marché à la date d'effet de la substitution.

## ARTICLE 6 – DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXÉCUTION

### 6.1 Durée du contrat

La durée du contrat débute de sa date de notification et s'achève à la fin de la garantie.

### 6.2 Délais d'exécutions

Les prestations devront impérativement être réalisées durant l'arrêt technique du navire et ne pas retarder sa remise en exploitation. L'arrêt technique du navire est **fixé du 15 décembre 2025 au 15 février 2026**.

Le début de l'exécution des prestations est fixé au **15 décembre 2025**.

La durée d'exécution des prestations sera indiquée par le titulaire dans son cadre de réponse technique (CRT), cette durée sera contractuelle et servira de base pour l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le CNRS dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 7 - REPRÉSENTATION DES PARTIES

Le titulaire désigne, conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du CNRS.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de signaler toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteraient :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions ;
- à ses coordonnées bancaires.

Certaines de ces modifications nécessitent la contractualisation d'une modification du marché (avenant). Dans un souci de transparence, il apparaît important d'informer le CNRS sur les modifications en cause.

## ARTICLE 8 – GARANTIE CONTRACTUELLE

### 8.1 Généralités

Les réclamations relatives à des pièces défectueuses ou à un dysfonctionnement de tout ou partie du matériel livré, émanent du CNRS.

Les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du code civil, et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1386-1 et suivants du code civil, ainsi que de la garantie contractuelle prévue par le contrat.

## 8.2 Durée et contenu minimum

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au CNRS.

Conformément à l'article 33.2 du CCAG-FCS, cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans les locaux du titulaire à ses frais.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le CNRS un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, l'équipement est intégralement couvert par une garantie d'une durée minimum de 24 mois.

Si le titulaire a proposé dans son offre une garantie plus longue que la garantie minimale de 24 mois et/ou une couverture plus étendue, les éléments de son offre qui sont plus favorables au CNRS que celles qui sont stipulées dans le présent CCAP l'engagent.

Le titulaire met à la disposition du CNRS les personnels compétents pour intervenir sur site dans le délai décrit au sein du cadre de réponse technique.

La garantie commence à compter de la **date de réception définitive** par le CNRS de l'équipement et de ses prestations associées.

## ARTICLE 9 – RÉSILIATION

### 9.1 Résiliation sans faute

Le CNRS se réserve la possibilité, à tout moment, et sans faute du titulaire, de mettre fin au contrat avant l'achèvement de celui-ci, par une décision de résiliation notifiée au titulaire dans les cas où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ou pour un motif d'intérêt général.

La résiliation du contrat prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire, ou à défaut à la date de sa notification.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, la résiliation non constitutive d'une faute du titulaire n'entraîne pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

### 9.2 Résiliation pour faute

Le présent contrat peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Après signature du contrat, en cas d'inexactitude des documents demandés au titre de l'offre (pièces mentionnées aux articles D8222-5-1° du code du travail et D243-15 du code de sécurité sociale et attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales) et de ceux fournis au titre de la candidature, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

### 9.3 Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du contrat. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code susvisé.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du contrat est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du contrat, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Toutefois, après son expiration ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

## ARTICLE 10 – PRIX DU MARCHÉ

### 10.1 Nature du prix

La monnaie de référence est l'euro (€).

### 10.2. Répartition des paiements

L'acte d'engagement (ATTR11) indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, ou le cas échéant entre l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants en cas de groupement conjoint.

### 10.3. Forme des prix

Le marché est traité à prix forfaitaire suivant les prix indiqués à la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF / Annexe 1 à l'acte d'engagement).

Les prix seront appliqués aux prestations réellement exécutées.

La non-exécution d'une prestation prévue au marché fera l'objet d'une refaction sur le prix.

### 10.4. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la main d'œuvre, au déplacement, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison.
- Toutes les sujétions précisées dans le cahier des charges.
- Toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations. À l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par le prix, ceux-ci sont réputés tenir compte



de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont décrites dans le cahier des charges et de celles qui sont prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent la prestation.

- Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur.
- En cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Le titulaire est réputé avoir pris en compte, lors de l'étude de son offre, toutes les indications rappelées dans le dossier de consultation. Il est donc réputé avoir apprécié l'ensemble des sujétions particulières pouvant entraîner des augmentations de ses prix unitaires.

À défaut de toute indication, les prix du marché sont réputés établis en euros HT.

Les prix hors TVA seront majorés du montant de la TVA en vigueur au jour de l'établissement des pièces de paiement.

Les prix sont réputés complets et comprennent la réalisation des prestations demandées, les charges fiscales, parafiscales, ou autres, frappant obligatoirement les prestations ainsi que ceux correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel, en vue d'assurer l'ensemble des prestations prévues au contrat.

### 10.5. Actualisation du prix

Le prix du marché peut être actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date limite de réception des offres et la date de début d'exécution des prestations.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception de l'offre du titulaire conformément à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS; ce mois est appelé « mois zéro ». L'index de référence, publié à l'INSEE, est l'index 010534402 « *indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33 – Réparation et installation de machines et d'équipements* ».

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$C_n = (010534402 (d-3) / 010534402 (o))$
---

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-3) : valeur de l'index de référence au mois d diminué de 3 mois (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté de 3 mois).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Toute actualisation du prix devra être communiquée par le titulaire à l'adresse mël suivante : [dr20.liste.marches@cnrs.fr](mailto:dr20.liste.marches@cnrs.fr).

Sans réponse du CNRS dans les quinze (15) jours suivant la présentation de la révision, elle est réputée acceptée. En aucun cas, une prestation ne pourra être facturée au CNRS selon un nouveau tarif, plus élevé que l'ancien, sans notification préalable au CNRS.

## Article 11 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

L'actualisation ou l'ajustement des prix ne pourra conduire à une augmentation des prix de plus de 5 %.

En cas de dépassement, les parties conviennent de se réunir pour justifier ce dépassement. En cas de désaccord entre les parties, le CNRS a la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

## Article 12 – PÉNALITÉS

En cas de non-respect des conditions d'exécution fixées au contrat et par dérogation aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3, du CCAG-FCS, le CNRS se réserve le droit d'appliquer des pénalités dans les hypothèses énoncées ci-après, sans mise en demeure préalable du titulaire et sans seuil minimum (les pénalités sont exigibles au premier Euro). Les différentes pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS les pénalités sont plafonnées à 30 % du montant total HT du marché.

### 12.1 Pénalité de retard

Cents euros (100,00 €) par jour de retard, constaté par le CNRS, pour non-respect des délais d'exécution, tel que prévu dans le cadre de réponse technique (CRT), sauf accord contraire préalable.

### 12.2 Pénalité pour manquement du titulaire

En cas de manquement du titulaire aux engagements énoncés dans le marché ou aux obligations incombant au titulaire : le titulaire encourt une pénalité de deux cents euros (200,00 €) par manquement constaté ne mettant pas en péril la prestation mais traduisant d'un niveau moindre de qualité comparativement aux engagements que le titulaire a présenté dans le cadre de réponse technique, ou de façon générale dans son offre.

Les pénalités ne sont pas libératoires du préjudice subi par le CNRS. Le CNRS se réserve ainsi le droit de demander des indemnités devant les juridictions compétentes.

## ARTICLE 13 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son IBAN original. Le Titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son IBAN.

### 13.1 Présentation des factures

Les factures afférentes aux paiements, doivent obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- Les références du bon de commande et du numéro de marché (objet et numéro + numéros de SIRET du titulaire),
- La date d'exécution et le lieu d'exécution,
- Le montant hors taxe,
- Les pénalités éventuelles déduites,
- Le montant total hors taxe,
- Le taux et le montant total de la TVA,
- Le montant total toute charge comprise en euros.

L'omission des mentions précitées dans la facture, entraîne une suspension du délai global de paiement.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) – Structure CNRS (SCTD) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (UAR855)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du contrat ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.
- Le centre de facturation de la DT INSU :

**CNRS - SCD - 1890 – UAR855**  
**2 rue Jean ZAY**  
**TSA 61004**  
**F-54519 VANDOEUVRE-LES-NANCY CEDEX**

### 13.2 Facturation électronique

Conformément à l'article L2192-1 du code de la commande publique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

### 13.3 Règlement des intérêts moratoires

Le règlement sera effectué après validation du service fait, par virement bancaire sur le compte du Titulaire. En cas de litige et notamment si le CNRS n'est pas satisfait de l'exécution des services, les paiements pourront être retardés jusqu'au règlement du litige.

Conformément aux dispositions des articles R2192-10 et R192-12 du code de la Commande Publique, le délai de paiement des sommes dues au titre du présent contrat est de 30 jours, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le Titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense ou de la date de réalisation de la prestation si elle est postérieure à la réception de la facture.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du contrat, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du code de la commande Publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

Le Délégué Régional pour la Délégation Côte d'Azur du CNRS  
Les Lucioles 1 – Campus Azur

250 rue Albert Einstein  
06905 Sophia Antipolis Cedex

Le Comptable chargé du paiement est :

L'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Côte d'Azur du CNRS  
Les Lucioles 1 - Campus Azur  
250 rue Albert Einstein  
06905 Sophia Antipolis Cedex

## Article 14 - AVANCES

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS option A, une avance de 30 % TTC du montant initial du contrat peut être accordée au Titulaire du contrat lorsqu'au terme de l'article R2191-3 du code de la commande publique le montant initial du contrat est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant global et forfaitaire et/ou du bon de commande, déduction faite, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le Titulaire indiquera s'il souhaite ou pas le versement de l'avance forfaitaire, dans l'acte d'engagement (ATTRI 1) pour la partie globale et forfaitaire.

## ARTICLE 15 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

### 15.1 Généralité

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le CNRS conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 31 du CCAG-FCS, excepté pour les points qui suivent.

Par dérogations aux articles 27 à 31 du CCAG-FCS, les opérations de vérification, ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par un représentant habilité par le CNRS et désigné comme étant « le responsable CNRS ».

### 15.2 Commencement des opérations de vérifications des prestations

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de la livraison.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas avisé des jours et heures fixés pour les opérations de vérifications.

### 15.3 Vérification d'aptitude

Une fois les prestations réalisés l'admission sera prononcée à la suite les vérifications/essais décrites dans le CCTP.

La vérification qualitative se déroulera conformément à l'article 29.2 du CCAG-FCS.

### 15.4 Admission, réfaction, ajournement ou rejet

Suite aux opérations de vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur sous réserve des dispositions des articles précédents.

## ARTICLE 16 - ACOMPTES

Les acomptes, consistent à rémunérer une part des prestations réalisées, avant l'achèvement de la totalité des prestations prévues.

Le présent marché donne droit aux versements d'acomptes. Le versement d'acomptes est prévu à l'issue des étapes telles que définies ci-dessous :

Acompte n°1 : Essais à quais		
INSTANT T	JUSTIFICATIF	QUOTITE
T1 = Approbation du cahier d'essai à quai présenté par le titulaire	Certificat Acompte intermédiaire	50% du montant global et forfaitaire exprimé dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement
Acompte n°2 : Essais en mer		
INSTANT T	JUSTIFICATIF	QUOTITE
T2 = Approbation du cahier d'essai en mer présenté par le titulaire + remise de la documentation + remise du PV de destruction de l'ancien moteur	Procès-verbal d'admission	50% du montant global et forfaitaire exprimé dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement

## Article 17 - OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le Titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du marché de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

Il en va de même pour toutes les imprécisions et/ou ambiguïtés qu'il relèverait dans les documents contractuels du marché (article 3 du présent CCAP).

## Article 18 – CONFIDENTIALITÉ

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS, s'appliquent au présent marché. Elles sont complétées par les dispositions suivantes :

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire, qui doit se conformer à la réglementation en vigueur et aux obligations de confidentialité visées ci-dessous. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par tous les membres du personnel intervenant qu'il emploie.

Les prestations, objet du marché, procurent par nature au Titulaire une grande visibilité sur le fonctionnement du CNRS. Aussi, le Titulaire est tenu par une obligation de confidentialité quant à son fonctionnement aux informations, documents, données, supports, équipements et matériels qu'il est appelé à connaître ou à manipuler pendant l'exécution des prestations.

Le Titulaire est tenu au **secret professionnel le plus absolu** et, en conséquence, ne doit pas divulguer de quelque manière que ce soit d'informations sur les éléments couverts par ce marché.

**Le Titulaire et son personnel s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement,** tout ou partie des informations, et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En cas de non-respect de la clause de confidentialité, le marché sera résilié pour faute du titulaire conformément à l'article 8 du présent CCAP et à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

## Article 19 – DISPOSITION GÉNÉRALES

### 19.1 Mesures de sécurité

En complément de l'article 5.3 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif dites ZRR. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

Le Titulaire se rapprochera du CNRS pour mettre en place dès que possible les modalités nécessaires aux accréditations de ses personnels à ces zones.

La communication des informations confidentielles à des tiers n'est autorisée que dans la limite de ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du marché. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à ce que les personnes ayant eu accès à ces informations confidentielles respectent ces mêmes obligations de confidentialité.

Le titulaire à l'interdiction de prendre des photographies des installations et équipements ainsi que toute captation vidéographique.

### 19.2 Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable les personnels du Titulaire, et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à ce que ses agents fournissent les informations suivantes lorsqu'ils sollicitent l'agrément :

- Leur patronyme et leurs prénoms ;
  - Une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé : Carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
  - Un titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- Leur adresse actuelle si celle-ci diffère de celle portée sur leur titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations en objet du marché.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréeer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs. Le Titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera à son tour l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

### 19.3 Mesure de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leurs sont applicables, et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS pendant toute la durée du marché.

À cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le contrat, aux frais et risque du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent marché ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent marché.

Le Titulaire s'engage à informer ses personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent contrat. L'exécution du contrat peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du présent contrat, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution des prestations.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent contrat pourra entraîner la résiliation sans indemnité du contrat à ses torts. L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du contrat sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données. Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du contrat.

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats obtenus dans le cadre de l'usage des équipements sont la propriété exclusive du CNRS, et ils échappent à ce titre à la propriété du Titulaire. Le titulaire n'a pas le droit d'utiliser les résultats obtenus dans le cadre de l'usage des équipements pour d'autres clients (exploitation commerciale).

## Article 20 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018 et met l'accent sur la responsabilité des entreprises qui traitent des données. Le Titulaire du présent contrat doit être en mesure de prouver sa mise en conformité avec les principes fondamentaux de la protection des données et notamment la légalité, l'impartialité, la transparence et la minimisation des données. L'ensemble des données clients traitées en cours d'exécution du présent contrat est et reste la propriété du CNRS.

## ARTICLE 21 - LITIGES – DROIT APPLICABLE

En cas de litige, le tribunal administratif de Nice est seul compétent.

Ce contrat, l'ensemble de ses dispositions, y compris accessoires, et ses annexes sont exclusivement soumis au droit français.

## Article 22 – DÉROGATION AU CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge aux CCAG-FCS sur les articles suivants :

CCAP	CCAG FCS
8.2	33
9.1	38
12	14.1.1 14.1.2 et 14.1.3.
12.3	14.1.2
15.2	28 et 27.3
19.3	37